



An international network for education in emergencies
Un réseau international pour l'éducation en situations d'urgence
Una red internacional para la educación en situaciones de emergencia
Uma rede internacional para a educação em situações de emergência
الشبكة العالمية لوكالات التعليم في حالات الطوارئ

Rapport de la Consultation mondiale de l'INEE sur l'éducation en situations d'urgence et de crises prolongées

Table des matières

1. Introduction
2. Conclusions et recommandations
 - 2.1 Consensus de la consultation mondiale sur les défis critiques et recommandations (Questions de consultation 1 et 2)
 - 2.2 Consensus de la consultation mondiale pour améliorer le fonctionnement et la capacité de la structure actuelle (Question de consultation 5)
 - 2.3 Consensus de la consultation mondiale sur les principes (Question de consultation 3)
 - 2.4 Consensus de la consultation mondiale sur le financement/plateforme de financement (Question de consultatio 4)
3. Prochaines étapes

Annexe I. Liste des participants et remerciements

Annexe II. Questions de la consultation mondiale

1. Introduction

Le réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) a tenu une consultation mondiale sur l'éducation en situations d'urgence et de crises prolongées entre le 14 et le 22 mai afin de garantir une grande participation pour informer un document (relatant les problèmes) de l'éducation en situations d'urgence qui sera développé par l'Overseas Development Institute (ODI) et influencera les discussions du Sommet d'Oslo sur l'éducation pour le développement les 6 et 7 juillet. Le document expose le défi de l'éducation en situations d'urgence et crises prolongées, explore la structure actuelle, identifie les lacunes et présente les questions de la consultation pour façonner une variété de solutions possibles qui feront partie du document final.

Malgré la courte durée de la consultation mondiale, l'INEE a reçu la participation de plus de 130 professionnels et décideurs politiques, d'agences des Nations unies, d'organisations non gouvernementales locales, nationales et internationales, de groupes de sociétés civiles, de chercheurs, de représentants gouvernementaux de ministères de l'éducation et d'agences de bailleurs de fonds et de représentants du secteur commercial en Asie, Afrique, au Moyen Orient et aux Amériques. Cela par le biais de publications sur [le forum de discussion de la Consultation mondiale de l'INEE](#), de réponses envoyées directement au facilitateur de la consultation par email et des consultations en personne ou par internet et au téléphone. Bien que [les communautés de langues](#) (arabophone, francophone, hispanophone et lusophone) de l'INEE aient pris part à la consultation, la grande majorité des réponses étaient en anglais. Le rapport suivant donne en détails les recommandations exprimées durant le processus de consultation mondiale.

Il y a en ce moment un intérêt mondial grandissant au sujet de l'éducation dû à la planification de l'agenda de développement de l'après 2015 et aux réunions de haut niveau qui y sont associées, ceci inclut le Forum mondial de l'éducation (Corée, mai); la Conférence d'Oslo sur la sécurité dans les écoles (Norvège, mai); le Sommet d'Oslo sur l'éducation et le développement (Norvège, juillet); la Conférence internationale sur le financement et le développement (Ethiopie, juillet) et le Sommet des Nations unies qui adoptera l'agenda de l'après 2015 (Etats-Unis d'Amérique, septembre). En outre, le prochain Sommet mondial humanitaire 2016, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques et des catastrophes et la Conférence sur le climat, COP 21 serviront à mettre en évidence les problèmes de l'éducation en situations d'urgence au niveau mondial.

Dans ce contexte, le Sommet d'Oslo est un excellent moment pour discuter de la division entre l'humanitaire et le développement et pour s'occuper des défis principaux: (1) augmenter le financement de l'éducation dans l'intervention humanitaire (que ce soit une catastrophe ou lié au conflit ou toute autre forme d'adversité); (2) convenir de comment modifier les mécanismes de financements mondiaux existants pour offrir un financement flexible, rapide et réactif; (3) combler l'écart entre le financement de l'humanitaire et du développement pour l'éducation en situations d'urgence, y compris s'assurer que la réception des fonds humanitaires déclenche une réception des fonds de développement accélérée et un processus assisté; (4) s'assurer que les nouveaux financements sont en supplément, qu'il s'agit de nouveaux fonds plutôt que de déplacer des fonds déjà existants.

2. Conclusions et recommandations

2.1 Résumé du consensus de la consultation mondiale sur les défis qui ont le plus besoin d'attention de la part des acteurs politiques de haut niveau et recommandations sur comment changer la structure de l'intervention pour pouvoir garantir l'attention sur ces défis

- *Question 1: Quel défi, ou quel aspect du défi, a besoin de plus d'attention de la part des acteurs politiques de haut niveau lors du Sommet d'Oslo et après?*
- *Question 2: Quels sont les principaux défis en terme de la structure d'intervention vers lesquels nous devrions nous tourner pour garantir qu'une éducation de meilleure qualité soit mise à disposition de tous les enfants et jeunes vivants dans des contextes de crise?*

Majoritairement les participants de la consultation mondiale ont exprimé un fort consensus autour des défis suivants comme étant ceux qui ont le plus besoin de l'attention des politiques de haut niveau, beaucoup d'entre eux sont liés à l'actuelle structure d'intervention: le manque de financement pour l'éducation en situations d'urgence, la structure complexe de l'aide et un nombre de problèmes en lien avec la division humanitaire/développement, y compris une logique mal comprise pour investir dans l'éducation en situations d'urgence, un manque de soutien et de capacité adéquat pour le renforcement des capacités; des problèmes de coordination et de collaboration; le besoin de préparation, de réduction des risques et de renforcer la résilience. D'autres points ont souvent été cités, mais ne sont pas apparus comme des priorités ayant le plus besoin de l'attention des acteurs politiques: la qualité, l'apprentissage et l'éducation inclusive.

Il y a des ressources financières limitées ou presque inexistantes allouées à l'éducation dans les situations d'urgence. En effet, le financement est à la baisse alors que le nombre de crises est globalement à la hausse: le financement global alloué au secteur de l'éducation a chuté de 10% depuis 2010. L'éducation reçoit moins de 2% du financement humanitaire, qui est inférieur à 40% de ce qui est requis. En outre, il y a un manque de financement prévisible et flexible sur plusieurs années avec la structure actuelle d'aide humanitaire. Ceci est une lacune importante, car une intervention efficace pour l'éducation en situations d'urgence doit intégrer les stratégies et la planification pour le relèvement précoce, dès le début. Le financement, et sa coordination rapide et efficace, nécessitent un engagement de haut niveau et un suivi du Sommet d'Oslo.

Résumé des recommandations de la consultation:

- Les acteurs politiques de haut niveau doivent plaider pour qu'un grand pourcentage des fonds humanitaires mondiaux soient alloués à l'éducation. Les militants, tels que Gordon Brown, Jim Kim et Julia Gillard doivent travailler, non seulement avec les chefs d'Etats mais aussi avec les chefs d'institutions telles que OCHA et le HCR.
- La volonté politique de tous les gouvernements pour soutenir l'éducation en général et l'éducation en situations d'urgence plus particulièrement, est exigée pour assurer un financement durable. Si les gouvernements abordent les objectifs de développement de l'après 2015 de façon sérieuse, il sera exigé plus de financement coordonné pour les secteurs de l'humanitaire et du développement pour l'éducation. A Oslo, les bailleurs de fonds devront discuter de la manière qu'ils emploieront pour mobiliser des fonds supplémentaires et garantir que les fonds soient rendus disponibles et que l'éducation soit offerte dans la phase de crise aigue pour prévenir les écarts, assurer une protection et faciliter la continuité de l'éducation. Les gouvernements devront inclure l'éducation dans leurs politiques et stratégies humanitaires.

- Les décideurs politiques réunis au Sommet d'Oslo devront s'engager à inclure l'éducation au sein de leurs politiques d'intervention humanitaire.

Mécanismes financiers complexes et peu clairs: Les mécanismes de financements de la structure d'intervention actuelle sont tellement complexes que certains, à des postes qui peuvent influencer les décisions quant au financement, ont des difficultés à comprendre les flux d'aide dans les crises humanitaires. Plus particulièrement les membres de la communauté commerciale et les acteurs de société civile qui ont rapporté que la structure actuelle est très administrative, opaque et pas coordonnée. Les acteurs de l'humanitaire et de l'éducation ont besoin de plus d'informations, plus clairement au sujet de la structure et de la gouvernance de l'architecture de l'aide. Ils ont aussi besoin d'une formation sur la façon d'accéder au financement adéquat et au moment adéquat (urgence, transition, développement), plus particulièrement les décideurs politiques nationaux et les acteurs locaux. En plus d'un besoin de clarté au sujet des mécanismes et processus de financement, il y a un besoin d'informations supplémentaires au sujet du rôle et des responsabilités des différents acteurs (Cluster éducation mondial, clusters dans les pays, ministères de l'éducation, GPE, UNICEF, HCR, INEE) dans l'intervention en éducation de façon à harmoniser l'approche, surtout pour le HCR et les autres acteurs dans des contextes avec des réfugiés et/ou dans des contextes mixtes.

Résumé et recommandations de la consultation:

- Besoin de discussions, présentations et formations pour les acteurs de l'humanitaire et de développement, surtout les décideurs politiques nationaux et les acteurs locaux, des informations claires sur la structure et la gouvernance de l'intervention et la structure du financement, y compris comment accéder au fonds adéquat au moment adéquat (urgence, transition, développement) et les rôles et responsabilités des différents acteurs d'urgence.
- Une distribution et coordination des fonds plus équitable de façon à ce que les petites ONG et les acteurs locaux puissent y avoir accès. Ceci nécessitera un processus de subvention plus facile pour les demandeurs que le processus humanitaire actuel. Ceci nécessitera aussi un effort plus grand pour renforcer la capacité des acteurs locaux, des organisations de société civile et des communautés, y compris les populations marginalisées afin de construire une stratégie d'intervention durable et inclusive.

La division humanitaire/développement:

Résumé des recommandations de la consultation:

Étendre les ressources qui sont explicitement allouées pour la coordination et la jonction de la division entre les interventions humanitaires et de développement. Les mécanismes de financement et toutes les nouvelles plateformes financières/ fonds pour l'éducation en situations d'urgence doivent permettre aux acteurs d'intervenir immédiatement et à la fois à une crise pour garantir la continuité de l'éducation de la transition jusqu'au relèvement précoce, ceci en établissant un pont entre les approches de l'humanitaire et du développement. En outre, les investissements effectués au lendemain d'une urgence doivent traiter des besoins immédiats et sur le long terme. La plateforme pour de nouveaux fonds devrait inclure une structure ou un mécanisme de coordination pour la transition entre humanitaire et développement.

- Créer des liens qui systématisent le partage d'informations, la coordination et la planification collégiale entre bailleurs de fonds, les ONG, les agences des Nations Unies et les autres acteurs de l'humanitaire et du développement et encourager les bailleurs de fonds. Il faudra mettre en place des agences et des acteurs clés pour s'engager

durablement durant tout le cycle de crise (préparation avant une crise, intervention durant la crise, transition jusqu'au/ développement).

- Améliorer la coordination et les liens entre les ministères et les organismes financiers pour l'éducation en situations d'urgence et en situations de développement.
- Lors du Sommet d'Oslo, les décideurs politiques devront discuter de la division entre l'humanitaire et le développement et établir un comité consultatif qui partagerait les expériences positives ou non. Il reste encore beaucoup à comprendre en termes de programmes et pratiques qui ont fonctionné par le passé dans la division humanitaire/développement et qui pourraient être menés à plus grande échelle, surtout par rapport aux plus marginalisés.
- Les ressources doivent être vouées à renforcer les programmes qui sont importants au sein de cette division, en particulier en construisant des synergies inter-sectorielles, protection, santé, soutien psychosocial, réduction des risques (atténuation des catastrophes et des conflits) construction de la paix en les incorporant plus systématiquement aux programmes d'éducation. Les obstacles principaux à la jonction entre l'humanitaire et le développement doivent être traités, tels que le manque de données sur les conditions actuelles du pays, qui permettraient aux acteurs de mieux programmer, de mieux intervenir et de mieux collaborer lors d'une crise ainsi que les vulnérabilités et disruptions potentielles à l'éducation auxquelles ils continuent de faire face, entre bien d'autres.
- Être attentif au besoin de travailler sur le renforcement des capacités pour augmenter le nombre de partenaires capables (voir les défis/recommandations ci-dessous), placer en priorité le développement des capacités des organisations, plus que celles des individus de façon à mieux institutionaliser les liens entre les étapes des départements/divisions de l'humanitaire ou du développement.
- Lors du Sommet d'Oslo, les décideurs politiques devront s'engager à inclure l'éducation au sein de leurs politiques d'intervention humanitaire et les urgences au sein de leurs politiques éducatives.
- Continuer et augmenter les efforts mondiaux pour développer des projets du secteur éducatif robustes qui intègrent la préparation et la réduction des risques tout en incluant aussi les composantes et le budget de l'éducation en situations d'urgence, ce qui mettra l'accent sur la durabilité et la résistance des biens dans la programmation humanitaire, reliant ainsi le développement à l'humanitaire.

Raison/logique pour investir dans l'éducation en situations d'urgence:

Résumé des recommandations de la consultation:

- La capacité du plaidoyer et la mobilisation des ressources de l'actuelle structure ont besoin d'être renforcées au niveau mondial.
- Les discussions et les ressources pour les décideurs politiques doivent souligner, non seulement la nature salvatrice de l'éducation en situations d'urgence et le fait que l'éducation agit comme un moyen de véhiculer et multiplier les chances d'accès à la protection, la santé et l'eau, l'hygiène publique et les interventions d'hygiène ainsi que la continuité éducative, mais également a) les effets à long terme de ne pas investir immédiatement dans l'éducation dans les situations d'urgence, b) l'importance d'assurer la continuité de l'éducation en termes de rendements sociaux, économiques et de sécurité individuelle et sociétale, et c) les moyens par lesquels l'éducation contribue à la réalisation de grands objectifs humanitaires, en collaboration avec d'autres secteurs humanitaires, ce qui est l'esprit et l'intention du programme de transformation. Un autre point important est le fait que si l'assistance humanitaire est véritablement orientée par la demande, et est responsable des populations affectées, cela résume à dire que l'éducation occupe une place centrale dans l'intervention humanitaire et son

financement, étant donné que les communautés affectées par les crises, les parents, les enfants, et les jeunes mettent l'éducation en priorité dans les évaluations de besoins. En outre, dans une crise humanitaire, il faut se tourner vers les enfants et les adolescents en tant que groupes de la population avec des besoins et des faiblesses particuliers en fonction de leur âge. Par exemple, le manque d'offre éducative en situations d'urgence expose les enfants et les jeunes à des risques, cela les laisse s'aventurer dans des activités douteuses et des mécanismes d'adaptation négatifs ainsi que des opportunités pour se faire recruter ou endoctriner. Le manque d'opportunités éducatives peut aussi entraîner la migration. Voici tous les coûts (humains) qui doivent être considérés s'il n'y a pas d'offre éducative en situation d'urgence. Pour finir, il est important de noter que les apprenants ont besoin d'un système éducatif qui leur donne le bon type d'éducation sur une période de temps longue pour avoir l'impact désiré sur le long terme, cela en incluant un renforcement des connaissances civiques et les compétences pour qu'ils puissent prendre des décisions éclairées pour un développement durable et atteindre de meilleures perspectives économiques sur le long terme.

- Nécessité d'investir pluri-annuellement dans la recherche basée sur la connaissance des coûts, des impacts, des gains à court terme et long terme, de ce qui fonctionne bien et où et des modalités à suivre pour répliquer cela ailleurs; afin de convaincre les acteurs politiques des bénéfices et de l'importance du secteur financier. En plus, cette recherche doit renseigner une prise de décision programmée afin de pouvoir intéresser de manière significative les apprenants grâce à une amélioration des services.

Coordination et collaboration:

Résumé des recommandations de la consultation:

- Renforcer l'efficacité et les mécanismes de coordination à tous les niveaux de la division humanitaire/développement par le partage d'informations, la construction de partenariats et la collaboration basée sur le respect mutuel; ceci aidera à générer des partenariats concrets sur le terrain et encouragera une participation efficace de la société civile.
- Pour une coordination plus efficace, tous les acteurs, (bailleurs de fonds, agences d'intervention, ministères de l'éducation, communautés d'écoles et le secteur privé) doivent utiliser les *Normes minimales de l'éducation de l'INEE: Préparation, intervention, relèvement* comme principes ou approches pour augmenter la qualité de l'éducation.
- La collaboration au sein de la division humanitaire/développement nécessite un système Education Management and Information Systems (EMIS) qui utilisera les données actuelles pour configurer les options de programmes et de politiques en temps réel et qui peut faire évoluer les efforts en éducation sur toute une durée, de la phase initiale (des étapes rudimentaires) jusqu'aux étapes d'impact et d'expansion. Un outil de cartographie est nécessaire pour créer et mettre en oeuvre des mesures clés qui aideront à relier l'humanitaire et le développement.
- Renforcer la coordination entre les bailleurs par des accords sur des principes ou 'règles de conduite' sur comment soutenir l'éducation en situations d'urgence et une documentation des expériences positives de coordination avec les bailleurs à tous les niveaux (pays, région, mondial), surtout au niveau de la division humanitaire/développement.

Renforcement des capacités pour augmenter le nombre de partenaires capables:

Résumé des recommandations de la consultation:

Renforcer la compréhension, la participation et la capacité des gouvernements nationaux (Ministères de l'éducation, Ministère de la jeunesse et le ministre en charge des jeunes enfants) et des acteurs de développement en ce qui concerne les problèmes de l'éducation en situations d'urgence. Cela tout en améliorant leurs politiques pour répondre à l'éducation en situations

d'urgence et intégrer les thèmes de l'éducation en situations d'urgence dans la préparation, la planification, l'analyse sectorielle et les budgets.

- Diversifier les intervenants de l'éducation en situations d'urgence par le biais du renforcement de la capacité nationale et le financement d'organisations locales. La participation et l'assentiment des acteurs locaux sont importants pour établir un investissement durable et pour déployer des financements de manière responsable. Les acteurs locaux (en comptant les officiels des ministères de l'éducation, des ONG locales et de la société civile), doivent être soutenus/aidés pour identifier, évaluer, intervenir et faire le suivi des interventions en éducation en situations d'urgence, reliées à un plan du secteur éducatif général.
- Renforcer la capacité des agences d'interventions et créer une initiative d'intervention rapide qui devrait inclure une base de données de formateurs, spécialistes et bénévoles dans différents pays qui seront prêts à être déployés avec un court préavis. Une telle initiative devrait peut être inclure des conseils ou directives selon les différents publics.
- Former les professeurs et payer leurs salaires
- Soutenir les institutions de formations des professeurs et les programmes tertiaires qui intègrent l'éducation en situations d'urgence dans leur programme.

Préparation, réduction des risques et construction de la résilience:

Résumé des recommandations de la consultation:

- La prévention et la préparation, y compris le plan de contingence doivent faire partie du processus de planification des programmes nationaux habituels, du gouvernement et de tous les acteurs de développement, également au niveau local. Il est important que la structure d'aide actuelle soutienne le renforcement des capacités des acteurs de développement pour comprendre et planifier l'éducation en situations d'urgence, y compris en intégrant des mesures de réduction des risques et des mesures tenant compte de la question de conflit dans les analyses, les programmes et les budgets du secteur de l'éducation.
- Les acteurs humanitaires doivent continuer à intégrer la prévention et la préparation, en incluant des mesures de réduction des risques et des mesures tenant compte de la question de conflit dans leurs programmes, politiques et budgets.

Qualité et apprentissage:

Résumé des recommandations de la consultation:

- La qualité et l'apprentissage exigent un environnement sécurisé. Protéger l'enseignement des attaques (les écoles), former les professeurs et autre personnel éducatif dans les zones de paix. Par ailleurs, s'assurer que les parents, les tuteurs, les communautés et le personnel de l'école soutiennent la scolarisation de tous les enfants et sont équipés pour mettre à disposition de tous les élèves, un environnement sécurisé à l'école et à la maison de façon à ce qu'ils puissent être en sécurité dans les environnements où ils vivent et apprennent. Il faudra aussi en faire le suivi.
- Placer le soutien financier et technique en priorité pour renforcer la qualité et l'apprentissage en situations d'urgence, en incluant le soutien psychosocial. Les acteurs humanitaires peuvent travailler en partenariat avec des organisations de développement qui travaillent sur l'importance de l'apprentissage pour relier l'humanitaire au développement.
- Renforcer la représentation des partenaires qui travaillent sur la qualité en situations d'urgence au sein du système de cluster d'éducation et s'assurer que OCHA donne les ressources et le soutien adéquats à l'éducation. Etendre les critères des activités qui

peuvent être soutenues pour garantir non seulement l'accès, mais aussi la qualité et l'enseignement pour les groupes marginalisés.

- Investir dans une éducation basée sur la communauté qui met à disposition des enfants un soutien supplémentaire, adapté à leurs besoins pour rattrapper les années (scolaires) perdues. Cela, pour qu'ils puissent gérer les différences de langue ou de curriculum par rapport à leur pays d'origine et reçoivent le soutien psychologique dont ils ont besoin pour se remettre. Bien qu'il y ait des bénéfices au fait de soutenir les programmes éducatifs menés par le gouvernement, il y a de nombreux obstacles et des limitations au système auxquels les enfants doivent faire face s'ils vont régulièrement à l'école et apprennent dans ces écoles.
- Former des professeurs sur l'utilisation efficace des ressources et du temps de classe pour donner des opportunités d'apprentissage actif aux élèves. Ces opportunités élèvent les capacités académiques des élèves. Former également les professeurs sur la manière de donner des instructions qui ciblent les compétences sociales et émotionnelles des enfants de façon à renforcer leur résilience ainsi que leurs aptitudes cognitives.
- Employer des professeurs réfugiés ou déplacés internes et garantir leur paiement.
- Le potentiel pour l'utilisation d'outils d'enseignement numérique devrait être étudié plus systématiquement. Cela pour renforcer les programmes d'enseignement formel et informel ainsi que pour atteindre ceux qui n'ont aucune possibilité d'éducation avec des outils d'auto-apprentissage pour la maison.

Education inclusive:

Résumé des recommandations de la consultation:

Les interventions en éducation en situations d'urgence devraient aller bien plus loin que le cycle primaire: davantage doit être fait sur tous les niveaux, de l'attention à la petite enfance et son développement, l'éducation pour les adolescents et les jeunes, en incluant le post-primaire, le secondaire et les opportunités professionnelles, particulièrement dans les crises prolongées.

- Une stratégie d'intervention en éducation en situations d'urgence doit augmenter et améliorer les opportunités d'apprentissage intégrées et complètes pour les groupes marginalisés, en incluant les processus de planification et de préparation. Ce genre d'opportunité devrait nourrir des synergies dans les secteurs comme la santé, l'éducation et la protection. Les mécanismes de coordination et d'intervention ont besoin d'être inclusifs et accessibles aux enfants marginalisés ainsi que les interventions qui répondent à leurs besoins particuliers. Il est conseillé d'avoir des points focaux pour les différents groupes marginalisés dans la structure globale d'intervention, de façon à assurer l'inclusion dans tous les aspects de l'intervention (en général et ciblée.).
- Accroître la capacité des acteurs humanitaires et des populations marginalisées pour répondre aux besoins éducatifs des personnes encore plus marginalisées en a) ciblant les acteurs humanitaires clés pour le renforcement des capacités, tels que les gouvernements, les ONG multi-latérales et humanitaires engagés dans l'intervention; b) garantir que les personnes des groupes marginalisés et leurs organisations représentantes participent activement dans tous les mécanismes de l'intervention, que leur expertise renseigne une intervention inclusive; et c) en incluant des organisations avec une expertise particulière répondant aux besoins des groupes marginalisés dans l'intervention.

2.2 Résumé du consensus de la Consultation mondiale sur comment améliorer le fonctionnement et la capacité de l'actuelle structure en ce qui concerne l'amélioration des évaluations de besoins; du renforcement de la gestion d'informations; de

l'amélioration des interventions dans les crises régionales en particulier pour les réfugiés; et frais et programmation.

Recommandations de la consultation:

Améliorer, simplifier et harmoniser les évaluations et la collecte de données, l'analyse et la gestion de façon à mieux influencer la programmation basée sur les faits, son intervention et son suivi, surtout dans les urgences aiguës.

- Envisager de quelle façon les nouvelles technologies peuvent jouer un meilleur rôle dans la collecte de données et, si efficace, soutenir une utilisation systématique d'outils numériques pour les évaluations, le suivi et le déploiement, pour allouer les ressources aussi efficacement que possible dans une crise.
- Programmer pour le développement devrait commencer au stade de l'urgence et, pour une programmation stratégique, à des fins de rédaction de politiques et de mise oeuvre, les indicateurs humanitaires/développement et de collecte de données doivent être liés de façon plus cohérente parmi le EMIS. De plus grands efforts sont demandés pour intégrer les conséquences des crises sur l'absentéisme à l'école et la rétention dans les systèmes nationaux EMIS.
- Les pays doivent développer pro-activement leurs systèmes d'EMIS pour enregistrer et stocker les données importantes sur l'éducation, les résultats acquis, les atouts locaux sur le terrain, la technologie disponible, etc. Ces données doivent être partagées avec tous les acteurs, étant donné que la disponibilité et l'accessibilité des données peut aider à l'amélioration de la coordination et la qualité de la préparation, la programmation et l'offre éducative
- Les données doivent être ventilées par âge (petite enfance, en âge d'être scolarisé dans le primaire, adolescents et jeunes), par genre et en considérant les groupes marginalisés, tels que les handicapés et les enfants déscolarisés.
- La communauté de l'éducation en situations d'urgence doit se mettre d'accord sur un ensemble d'indicateurs (3) qui mesure le progrès pour l'éducation en situations d'urgence, ce qui permettra aux bailleurs de fonds et aux services de suivre les progrès. Ces indicateurs pourraient inclure une définition pour l'augmentation de l'accès sécurisé à une éducation de qualité pour les enfants et les jeunes touchés par une urgence avec une délimitation claire des phases humanitaires, transitoires et de développement, ce qui pourrait aussi permettre à la communauté internationale de tenir pour responsables les bailleurs de fonds de leurs engagements.

Améliorer l'évaluation des besoins

Recommandations de la consultation:

Alors que nous avons besoin d'outils d'évaluation des besoins et de cadres plus robustes, tels que JENA, PDNA et PCNA, il semble qu'il y ait un manque de connaissance sur l'existence de ces outils: plusieurs participants à la consultation ont conseillé le développement d'un outil uniforme pour les évaluations des besoins (et aussi pour les indicateurs), ne réalisant pas qu'ils en existent déjà parmi le cluster éducation. Ceci signale le besoin d'une meilleure gestion de l'information et un plus grand partage de l'information sur les outils existants. Une nouvelle plateforme de l'éducation en situations d'urgence pourrait être le véhicule qui comble les lacunes en compilant les informations sur les outils (et les liens) de réseaux et de groupes tels que l'INEE, GCPEA, GPE et le cluster mondial pour l'éducation sur une seule page web. En plus, une plateforme pourrait soutenir les partenaires de l'éducation en situations d'urgence pour mieux former leur personnel et renforcer les capacités pour utiliser et contextualiser de tels outils.

- Les participants qui connaissent l'existence de ces cadres d'évaluation des besoins et outils conseillent de 1) les simplifier et 2) soutenir le renforcement des capacités de façon à les utiliser et à les contextualiser, surtout pour les Ministères de l'éducation.
- Les évaluations de besoins doivent être inclusives et capturer l'information sur les besoins des groupes marginalisés tels que les filles, les enfants handicapés, les jeunes enfants, les adolescents et les jeunes, et les enfants déscolarisés y compris par la ventilation des données. Les équipes d'évaluation doivent être responsables de l'identification des enfants marginalisés et s'assurer qu'ils agissent de façon inclusive dans toutes les étapes de l'évaluation ainsi que lorsqu'ils utiliseront les données pour les plans d'intervention. Pour faciliter des évaluations de besoins inclusives d'une manière systématique, il faut une meilleure coordination, des principes sur lesquels se sont accordés les personnes intéressées et/ou une approche commune. Les groupes marginalisés doivent explicitement être mentionnés dans les directives ou les protocoles sur les évaluations des besoins et inclus dans le budget des évaluations.

De meilleures interventions dans les crises régionales, particulièrement pour les réfugiés

Recommandations de la consultation:

La disponibilité adéquate de l'enseignement pour les populations déplacées est essentielle et demande une coordination entre les acteurs de l'humanitaire/ développement des pays limitrophes. Pour faciliter des solutions durables, il est essentiel de garantir une communication et une coordination sur le thème d'un système d'équivalences de certifications et de curriculum entre les ministères de l'éducation dans les pays receveurs de réfugiés et dans les pays d'origine des réfugiés

- Améliorer la coordination entre les agences et les acteurs qui sont engagés dans l'intervention dans le pays d'origine et dans le pays d'accueil par une programmation, une coordination et une intervention conjointe de l'humanitaire et du développement. Les plans de transition (incluant la continuité de l'éducation) sur lesquels se sont accordés les parties devront accompagner les réfugiés retournés dans leur pays.
- Une façon de relier le travail de l'humanitaire et du développement est de bien préparer le terrain pour une rapatriation harmonieuse par le biais de services sociaux efficaces, y compris l'éducation mais aussi les services de santé, psychosociaux et de protection, dans les zones de retours. Ceci est particulièrement vrai pour les groupes marginalisés, tels que les filles, les enfants handicapés, les jeunes enfants, les adolescents et les enfants déscolarisés.
- Garantir un financement basé sur les besoins, prévisible et sur plusieurs années pour la continuité de l'éducation pour ceux qui sont déplacés depuis plusieurs années.

Coût et planification anticipés de la mobilisation des ressources:

Résumé des recommandations de la consultation:

- Le nombre de ressources disponibles et la façon dont les contrats d'investissements sont établis et subventionnés, puis programmés par les prestataires de services doivent être analysés en fonction de références, en tenant compte de la rapidité, en évitant la duplication des interventions selon le lieu géographique ou son type, en influençant et classant les interventions par types.
- Répertoire les types de ressources disponibles et le stade auquel elle se trouve dans l'urgence en tenant compte des différentes dispositions et contraintes qui vont avec ce type de ressource afin d'identifier les erreurs des alignements de certains bailleurs dans leur capacité à mobiliser des ressources rapidement. Une entente de haut niveau entre les bailleurs sur le fait que certains organismes de financement s'engageront dans des phases spécifiques et discrètes. Une telle entente pourrait économiser beaucoup de

temps, d'énergie et de fonds. La même chose devrait être mise en place pour les prestataires de service, pour identifier quels prestataires de services se sont montrés les plus efficaces et productifs pour mobiliser et programmer les ressources; et apporter efficacement et rapidement l'éducation aux enfants et aux jeunes

- Le recouvrement avancé/anticipé et la planification de la transition et le coût doivent incorporer des mesures de réduction des risques et d'atténuation des conflits ainsi qu'être responsables pour l'inclusion, tels que les besoins spécifiques des handicapés (matériel pour apprendre accessible). Par exemple, la planification et le budget pour le re-développement d'écoles et de structures de la petite enfance doivent prendre en compte la sécurité, la résistance au climat, l'inclusivité, l'équité et l'offre d'un accueil agréable aux enfants. Cela doit être effectué en incluant tous les enfants sans discrimination et en enlevant toutes les barrières qui aient pu exister. Ceci incluant le lieu et la création de l'infrastructure, l'allocation du budget et les installations de l'école et WASH (hygiène et sanitaire)
- Investir dans une recherche des coûts (infrastructure, salaires des professeurs, développement professionnel des professeurs) et avoir une meilleure compréhension des interventions et de leurs impacts.

2.3 Résumé du consensus de la consultation mondiale sur les principes

- *Question 3: Est-ce qu'un ensemble de principes sur lesquels se seront accordés les politiques de haut niveau peut changer les choses? Comment pourraient il être utilisés pour rendre davantage responsables les gouvernements, les agences des Nations unies et les autres partenaires?*

Les participants à la consultation ont majoritairement répondu que oui, les politiciens de haut niveau doivent s'entendre sur un ensemble de principes communs (ou lignes directrices) . Non seulement ces principes pourraient établir un langage commun mondial pour le dialogue et l'action entre la division humanitaire/développement, ils pourraient aussi jouer le rôle de lignes directrices et offrir des conditions pour le suivi et soutien aux gouvernements et autres acteurs de l'éducation (de bailleurs de fonds bi et multi latéraux et pareillement pour les bailleurs de fonds bi et multilatéraux qui tiendront responsables les états et les autres acteurs de l'éducation). Avant de commencer les ébauches de nouveaux principes spécifiques à l'éducation, une majorité demande que les principes existants et leurs mécanismes de suivi soient revus avec attention. En particulier, il est noté que la relation des principes avec *Les normes minimales de l'INEE pour l'éducation: Préparation, intervention, relèvement* doit être clarifiée et reconnue. Ils devraient aussi être reliés à d'autres cadres de références, comme l'agenda du développement post-2015 pour garantir la pertinence dans le contexte mondial actuel.

- Bien qu'il y ait un enthousiasme pour un ensemble de principes, il y a aussi un fort consensus sur le fait que la responsabilisation par le biais de l'application est important. Les principes en eux mêmes ne sont pas une incentive assez forte pour créer de meilleurs programmes, de meilleures recherches, une meilleure transparence et responsabilités. Afin de créer une différence tangible, ces principes doivent être signés par des personnes de haut niveau, incorporés dans les politiques humanitaires et de développement des gouvernements, bailleurs de fonds, agences multi latérales et autres acteurs de l'éducation et l'intention de renforcement des principes doit être suffisamment financée.
- Un cadre de suivi et d'évaluation doit être développé pour suivre et rendre compte des progrès dès le début, en incluant une indication sur le type de progrès attendu, quel

changement dans le comportement. Il a aussi été suggéré que les sociétés civiles soient soutenues pour renforcer le suivi et les capacités de plaider pour que les acteurs soient responsables et pour que l'INEE puisse aussi tenir un rôle dans le processus de suivi.

2.4 Résumé du consensus de la consultation mondiale sur le fonds/platforme de financement

- *Question 4: Que faudrait-il faire pour garantir que des financements supplémentaires soit disponibles pour soutenir l'éducation et les crises? Est-ce une bonne idée de créer un fond mondial ou un mécanisme de financement pour l'éducation et les crises? Si oui, comment cela devrait il être organisé et utilisé?*

Les participants sont unanimement d'accord sur le besoin d'un financement meilleur et plus ample, la vaste majorité soutient le nouveau fonds/platforme au sein de la structure existante. Il y a eu une minorité de voix sur les thèmes suivants: une minorité conseillait de créer une plateforme en dehors de la structure existante, en vue de la division humanitaire/développement qui est au sein de l'actuelle structure. Une autre minorité pense que reformer l'actuelle structure pour faire que les mécanismes existants soient mieux coordonnés et plus efficaces est plus important que la création d'un nouveau fonds. Cette minorité a exprimé son inquiétude sur le fait qu'un nouveau fonds pourrait engendrer plus de démarches administratives, ce qui pourrait fragmenter les fonds existants et aussi les dévier plutôt que d'obtenir de nouveaux fonds. Il y a aussi une inquiétude à propos des coûts de transaction élevés pour mettre en place un nouveau fonds et le risque que cela démotive les donateurs de l'humanitaire pour continuer à allouer ou augmenter le financement de l'éducation en situations d'urgence.

Les recommandations suivantes ont été faites par la majorité des participants pour les caractéristiques d'un nouveau fonds bien coordonné et bien fourni. Un tel fonds devrait:

- Avoir la flexibilité pour débloquer des fonds sans anticipation sans délais administratifs et être réactif à la nature changeante des urgences
- Financer l'intervention en situation d'urgence tout en soutenant les plans de transition, contribuant ainsi aux nouvelles politiques, pratiques et nouveaux systèmes qui feront le lien entre la division humanitaire/développement et créer plus d'alignement avec l'aide en éducation au sens plus large
- Offrir un soutien technique pour la planification pro-active, la préparation et les initiatives de résilience, en augmentant le financement et le soutien technique aux programmes d'éducation pour qu'ils intègrent la préparation, la réduction des risques (atténuation des catastrophes et conflit) et mesures de résilience.
- Renforcer la capacité des systèmes existants pour la préparation et l'intervention, ainsi que des structures et des organisations, surtout celles des gouvernements nationaux (Ministère de l'éducation), le cluster éducation, le HCR et les agences et partenaires locaux
- Renforcer la capacité du système pour quantifier le retour des investissements (court et long termes) en augmentant la collecte de données et en rendant compte des résultats par le biais de systèmes EMIS robustes, la recherche, l'évaluation de l'impact et ce qui fonctionne selon l'échelle et ce que cela coûte
- Cibler une grande variété d'apprenants, du développement de la petite enfance jusqu'à l'après primaire et/ou l'enseignement supérieur

- Se concentrer clairement sur la qualité de l'éducation pour les plus marginalisés (voir plus haut dans le document); cet engagement doit être réflété dans tous les soutiens financiers et techniques offerts par le fonds.

3. Prochaines étapes

Ce rapport a été partagé avec l'ODI au début du mois de juin pour qu'il soit inclus dans le document du Sommet d'Oslo sur l'éducation en situations d'urgence et d'autres documents de référence. Il est aussi partagé avec les décideurs politiques, les professionnels qui seront au Sommet d'Oslo en juillet 2015 et autres conférences à venir. Le rôle de l'INEE comme réseau est d'élever/faire entendre les voix de ses membres, et avec plus de 130 contributions pour cette consultation mondiale, représentant différentes langues, perspectives et contextes géographiques, les membres ont ajouté d'autres points de vues à cette discussion. L'INEE continue de construire sur ce qu'expriment ses membres et ce qu'ils vivent dans les mois et les années à venir, tout en s'efforçant de garantir le droit à l'éducation pour tous, indépendamment des crises, des conflits, en couvrant toutes les étapes, de la préparation, la prévention, l'intervention et le relèvement.

Annex I. Liste des participants à la consultation et remerciements

L'INEE remercie les 130 professionnels et décideurs politiques qui ont participé à la consultation mondiale. Cela par le biais de publications via le Forum de discussion de la consultation mondiale de l'INEE, des réponses envoyées directement au facilitateur par email et des consultations en personne ou par internet et au téléphone. Les consultations en personne ont eu lieu au Forum mondial de l'éducation de Incheon en Corée (accueilli par l'INEE et Save the Children), au bureau de l'UNICEF à Toronto au Canada, et pendant les rencontres de l'INEE à Dakar et à Paris. En plus de cela, Global Business Coalition for Education (GBC-Education) a mené une consultation virtuelle et le global Education Cluster a tenu une consultation téléphonique, parmi tant d'autres.

Tangwe Abraham, University of Bamberg; Friedrich Affolter, UNICEF; Anita Anastacio, ChildFund; Jesper Andersen, GPE; Allison Anderson, Center for Universal Education, Brookings Institution; Marina Anselme, RET; Benoit d'Ansembourg, UNICEF Eastern and Southern Africa Regional Office; Atifa Abdalla Mohamed Badri, Ministry of Education Sudan; Thomas Ball, Norwegian Ministry of Foreign Affairs; Lisa Bender, UNICEF; Charlotte Beyer, SC DK; Lyndsay Bird, IIEP-UNESCO; Rocco Blume, Plan; Dejan Bojanic, Save the Children; Francesca Bonomo, UNICEF; Jo Bourne, UNICEF; Helge Brochmann, Norad; Dean Brooks, INEE; Dana Burde, New York University; Francesco Calcagno, UNICEF MENARO; Clementine Cholat, AVSI; Ma-Lucha Colindres, Save the Children; Vigdis Cristofoli, Norad; Cheikh Amadou Bamba Diaw, ChildFund Senegal; Heather Donald, Refugee Research Network, York University; Kadidia V. Doumbia, International Society for Language Studies; S.B. Ekanayake, Global Vision; Gabriel El Khili, UNRWA; Ann Frost, Grandmothers Advocacy Network; Ram Gaire, National Campaign for Education- Nepal; Professor Galy (unknown affiliation); Sonia Gomez, UNHCR; Randi Gramshaug, NORAD; Helle Gudmandsen, IBIS; Jose Roberto Guevara, Asia South Pacific Association for Basic and Adult Education; Brenda Haiplik, UNICEF; Eleanor Hevey, UNICEF Canada; Ronja Hoelzer, GIZ; Kerstin Holst, UNESCO; Vanessa Humphries, UNICEF Canada; Risto Ihalainen, FCA, Education Cluster RRT; Naoko Imoto, UNICEF; Dr. Ghassan Issa, Arab Resource Collective and Arab Program for Early Childhood Care and Development; Roz Johns, Grandmothers Advocacy Network; Ashley Jonson, Plan International; Joshua Josa, Gallaudet University; Caroline Keenan, Independent Consultant; Sonya Khoury, Lebanon Ministry of Education; Kadja Charlotte Kirobo, UNHCR; Paulina Lasota, Tefl teacher; Charlotte Lebas, Plan International; Julia Lerch, Stanford University; Dominique Levasseur, Canadian Delegation to UNESCO; Sigbjorn Ljung, Global Education Cluster; Ian Macpherson, OSF; Emeline Marchois, INEE French Language Community; Michelle Mesen, Global Partnership for Education; Fiona Mckenzie, Child to Child; Rachel Mckinney, Save the Children; Christa McMillin, World University Service of Canada; Bope Médard, University for Peace; Dominic Mishio, Global Poverty Project / Global Citizen; Takafumi Miyake, Japan NGO Network for Education; Athisia Muir, GIZ; Vernor Munoz, Plan International; Dieudonne Amisi Mutambala, Artists for Humanity, Congo; Yona Nestel, Plan Canada; Joseph Nhan O'Reilly, Save the Children; Sharon Njobo; Christian Children's Fund of Canada; Liv Marte Nordhaug, Norad; Jessica Oliver, DFATD; Nina Papadopoulos, USAID; Arianna Pacifico, INEE; Gustavo Payan, EDC; Cris Revaz, Creative Associates; Joel Reyes, The World Bank; Ciara Rivera, UNICEF; Tatiana Romero, Save the Children Canada; Sarah Rowse, Children in Crisis; Bente Sandal-Aasen, Save the Children; Sweta Shah, Plan International; Pete Simms, Children in Crisis; Margaret Sinclair, Protect Education in Insecurity and Conflict; Nor Sirin MD Mokhtar, UNICEF; Silje Skeie, Norwegian Refugee Council; Jennifer Sklar, International Rescue Committee; Wendy Smith, World Vision International; Alan Smith,

University of Ulster; Andreia Soares, INEE Portuguese Language Community; Marc Sommers, EDC; Emilia Sorrentino, Plan Ireland; James Sparkes, global Education Cluster; Eileen St. George, Creative Associates; Abraham Tangwe; Lena Thiam, Plan; Peter Transburg, INEE; Megan T Tucker, UNICEF; Rosangela Berman Bieler, UNICEF; Gopal Mitra, UNICEF; Anna Azaryeva Valente, UNICEF; Teija Vallandingham, UNICEF East Asia & Pacific Regional Office; Justin Van Fleet, Office of the UN Special Envoy for Global Education; Ellen Van Kalmthout, global Education Cluster; Emmanuel Walla, USAID; Nikki Whaites, War Child Canada; Wendy Wheaton, Creative Associates; Howard Williams, American Institutes for Research; Valerie Wright, Grandmothers Advocacy Network; Pr Inamoud Ibny YATTARA, InfaPlus Mali; Barbara Zeus (UNHCR); Stephanie (affiliation unknown); Members of the Global Business Coalition for Education (16, representing 9 companies); Representatives from NORCAP (4).

This Global Consultation process was managed by Allison Anderson, in coordination with the INEE Secretariat. Allison Anderson also authored this report, analyzing and consolidating the inputs provided by INEE members and other partners. The Global Consultation was made possible due to the generous financial support provided by UNICEF and the Global Partnership for Education.

Annex II. Global Consultation Questions

The Challenge - There are a large number of 'challenges', involving different issues depending on type, phase and scale of a crisis, as well as impacts ranging from children out of school long-term, shorter-term but extended disruption, poor quality of teaching-learning, harm to the teaching force, and damage to school infrastructure. Moreover, there are significant gaps in funding available and economic impacts of failing to support education in crisis contexts.

Question 1: What challenge, or aspect thereof, needs the most attention by high level political actors at the Oslo Summit and beyond?

Architecture - The aid and response architecture for education in emergencies is not fit for purpose. There are issues surround the humanitarian and development divide, unclear implementation of mandates in cross-border crises, at times a lack of capable partners for delivery, gaps in terms of assessment and planning, limited data collection and analysis, and often, a shortage of funds to fully address education needs.

Question 2: What are the top 2-3 issues in terms of response architecture that should be addressed in order to better ensure quality education is available to all children and youth in crises?

Solutions - A number of solutions are being discussed to bridge some of the gaps in terms of humanitarian and development architecture.

Question 3: Would a set of principles agreed at a high political level make a difference? How could they be used to hold governments, UN agencies and other partners to account?

Question 4: What will it take to guarantee that additional funds are in place to support education and crisis? Is a global fund or financing mechanism for education and crises a good idea? If so, how should it be organized and used?

- In what types of crises?
- Over what kind of timeframe?
- Who leads request (organization, coordination group, etc.)?
- Who is eligible to receive funds?
- Who should be involved in (i) in-country and (ii) global governance?
- How would a new fund interact with existing architecture?
- Other suggestions

Question 5: How might we better improve the functioning and capacity of current architecture, as described above, in other ways? What key changes could:

- Link humanitarian and development coordination
- Lead to better response in regional crises, in particular for refugees
- Increase number of capable partners for delivery
- Improve needs assessment
- Advance recovery and transition planning and costing
- Strengthen information management / monitoring and reporting
- Further address the issues you raised in question 2 or 3 above